

CONJONCTURE FRANÇAISE

Priorité donnée à l'offre

Les faiblesses de l'économie française ressortent avec plus d'acuité, au fur et à mesure que les économies développées retrouvent de l'allant après une longue période de crise, puis de tâtonnements.

En effet, la reprise américaine s'accélère malgré de fortes coupes budgétaires. Le Japon sort d'une longue période de léthargie, le Royaume-Uni fait preuve d'un dynamisme inattendu, tandis qu'au sein de la zone euro l'Allemagne fait toujours la course en tête et, surtout, que l'Espagne devient compétitive à l'exportation.

Cette situation, anticipée par le rapport Gallois, exigeait un tournant de la politique économique. Celui-ci a été engagé par les vœux présidentiels du 31 décembre et la proposition d'un « pacte de responsabilité ». L'enjeu est de mettre fin à l'enchaînement ayant entraîné in fine le rétrécissement de la base industrielle de la France et donc son incapacité à bénéficier à plein du décollage des économies émergentes.

L'allègement du coût du travail constitue une priorité pour les entreprises exportatrices, pour qu'elles améliorent leur compétitivité-coût en même temps que leur compétitivité hors coût via un effort plus soutenu d'investissement. Cette orientation est appliquée peu ou prou par tous nos partenaires. Il était temps d'agir plutôt que de critiquer, en pure perte, leur comportement soi-disant non coopératif.

LA SYNTHÈSE

La **confiance des agents économiques** peine à se rétablir, à l'image de l'indicateur du climat des affaires mesuré par l'Insee, qui demeure inférieur de l'ordre de cinq à six points à la moyenne des dernières décennies. Les chefs d'entreprise de l'industrie font preuve d'un peu plus d'optimisme que ceux des autres secteurs grâce à une amélioration de leurs perspectives personnelles de production à l'horizon des prochains mois, liée au dynamisme de la demande mondiale. En contrepoint, le climat des affaires reste dégradé dans le bâtiment et les services. De leur côté, les ménages affichent un indice de confiance en retrait d'environ vingt points par rapport à celui observé avant la crise de 2008.

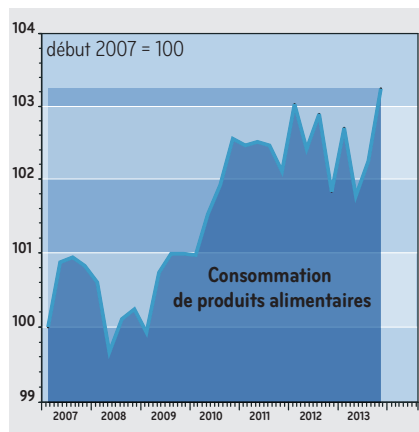
Ce contexte est peu porteur pour les **dépenses d'investissement**. Celles des entreprises non financières, qui avaient marqué un léger mieux au printemps dernier, sont reparties à la baisse au troisième trimestre (- 0,4 %). Leur taux d'investissement ressort désormais à 17,6 % de la valeur ajoutée en regard de 19 % cinq ans auparavant. Il demeure toutefois supérieur à sa tendance longue. La sous-utilisation des capacités industrielles et la hausse passée de la fiscalité constituent un frein à la dépense mais il faut noter le rebond des immatriculations de véhicules utilitaires ces derniers mois, avant la mise en place du nouveau barème de bonus-malus au début 2014. Par ailleurs, les entreprises ont accru leurs **stocks** pendant l'été, alors qu'elles avaient déstocké lors des cinq trimestres précédents. Ce mouvement, largement attribuable

au secteur des matériels de transport, a contribué à hauteur de 0,5 point à la croissance du PIB, résultat le plus favorable depuis le début 2011.

La **consommation** plafonne depuis deux ans, affectée à la fois par le recul de l'emploi et le ralentissement de la hausse des salaires nominaux. Mais la désinflation des prix de détail (+ 0,7 % sur un an en décembre 2013 contre 2 % à l'été 2012) a contenu la perte de pouvoir d'achat des ménages. Leur **taux d'endettement** augmente légèrement sous l'effet de la hausse des encours de crédits à l'habitat, de sorte qu'il représente aujourd'hui 83 % de leurs revenus contre 60 % courant 2005. Le ratio de la zone euro se maintient autour de 98 % depuis plusieurs trimestres en dépit de la contraction de près de dix points relevée depuis la crise en Espagne.

1. MÉNAGES : HAUSSE DE LA CONSOMMATION

Rebond au second semestre



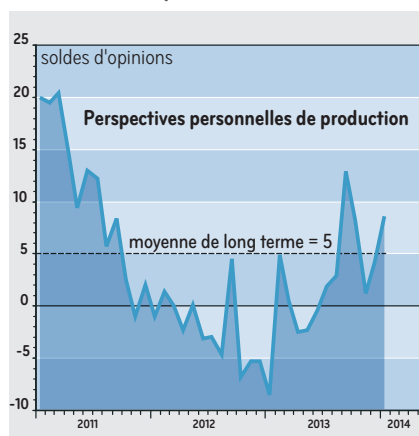
Source : Insee

La **consommation des ménages en biens**, qui n'avait guère varié depuis le printemps 2011, s'est accrue de 0,8 % au dernier trimestre 2013. Toutes les composantes sont orientées à la hausse, à l'exception des dépenses en énergie (- 0,9 %) du fait de températures plus élevées que la normale. Les achats de biens alimentaires (40 % du total) ont augmenté de 1 % à la fin de l'année, dépassant leur point haut du premier semestre 2012, tandis que ceux en équipement du logement affichent un rythme de croissance solide (+ 1,9 %). En même temps, les achats d'automobiles se redressent lentement en regard de la chute intervenue en 2011-2012.

Les **ventes de logements anciens en Ile-de-France** ont atteint près de 36 000 entre septembre et novembre derniers contre 30 000 un an auparavant. Elles affichent une progression marquée dans tous les départements, à l'exception du Val-d'Oise, notamment à Paris où elles repassent au-dessus de la barre des 8 000. Selon les estimations des notaires, les ventes ont progressé de 5 % en Ile-de-France en moyenne annuelle 2013. De leur côté, les prix ont légèrement reflué depuis leur pic de l'été 2012 mais demeurent supérieurs de 10 % à leur niveau d'avant la crise de 2008.

2. ENTREPRISES : FAIBLESSE DES CARNETS DE COMMANDES

Hésitations des chefs d'entreprise industrielle



Source : Insee

La **production manufacturière** s'inscrit sur une ligne horizontale depuis un an, à un niveau inférieur de 5,5 % à son point haut du printemps 2011 et de 17 % au pic de 2008. Les enquêtes menées auprès des industriels ne suggèrent pas d'amélioration notable au cours des prochains mois, en ligne avec la faiblesse des carnets de commandes.

Dans les **matériels de transport**, l'activité plafonne, pénalisée par la modération de la production dans l'aéronautique, qui avait atteint un plus haut entre le printemps et l'été 2013. En glissement annuel, cette dernière augmente encore de 9 %. En même temps, la production automobile a rebondi de 12 % depuis le point bas de mars 2013, à l'issue d'une chute de 25 % amorcée au début 2011. Dans les **biens d'équipement**, une quasi-stagnation est enregistrée depuis trois ans. Il faut toutefois noter l'inflexion positive de la fin de période dans l'électronique, de sorte que l'activité a nettement dépassé ses points hauts des exercices précédents. Enfin, la situation dans le secteur des **biens intermédiaires** demeure inchangée depuis de nombreux mois, à l'image de la production de produits métalliques, qui avait pourtant fortement corrigé à la baisse en 2011-2012.

3. EXPORTATIONS : DÉCEPTION

Stagnation au quatrième trimestre



Source : Douanes

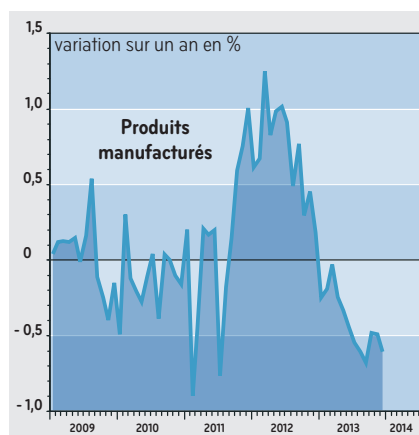
Les **exportations douanières** (hors matériel militaire) ont fléchi de 0,1 % fin 2013 après - 1,1 % au troisième trimestre. En moyenne annuelle, elles affichent un recul de 1,4 % : tous les grands secteurs sont mal orientés, à l'exception des produits agricoles et alimentaires où les exportations se maintiennent en progression. Les ventes de matériels de transport ont été pénalisées par la contraction de celles en automobiles (- 3,5 %) pour la deuxième année consécutive, alors que les livraisons aéronautiques augmentent légèrement après le boom de 18 % relevé en 2012.

Les **exportations vers l'Union européenne** ont diminué de 0,7 % l'an passé, notamment en raison des mauvais résultats enregistrés en Italie (- 5 %), mais également en Allemagne (- 1,8 %). Ce dernier reste de loin le premier client de notre pays (16,5 % du total), devant la Belgique (7,7 %). L'Italie, le Royaume-Uni et l'Espagne sont au coude-à-coude à environ 7 %. Les **exportations hors de l'Union européenne**, qui s'étaient envolées à un rythme de 12 % l'an entre 2010 et 2012, ont cédé 2,5 % lors du dernier exercice, en raison de l'inflexion de la demande des pays asiatiques et européens hors UE. Les expéditions vers l'Afrique reculent à nouveau (- 1,9 %), alors que celles vers l'Amérique demeurent sur une pente ascendante. Au cours des dix dernières années, la part des exportations françaises vers l'Asie a quasiment doublé, représentant 13 % du total en 2013, au détriment de celles vers l'Union européenne, où le ratio est revenu de 69 à 60 %.

Les **importations** se sont repliées de 2,2 % en 2013, pour l'essentiel en raison des moindres approvisionnements énergétiques et de biens intermédiaires. La baisse de la demande à l'Allemagne (- 3,2 %) et à l'Asie (- 4,4 %) a largement contribué au mouvement d'ensemble. Le déficit avec ces deux pays reste conséquent : 16,5 milliards avec le premier et 26 milliards avec le second.

4. PRIX : INFLATION HORS TABAC À 0,7 % EN 2013

Recul des prix des produits manufacturés



Source : Insee

En décembre, l'**indice des prix à la consommation** a rebondi de 0,3 %, après trois mois de recul. L'ensemble des composantes sont en hausse sur un mois. En glissement annuel, l'inflation s'inscrit à 0,7 %, comme en novembre. **En moyenne annuelle 2013**, elle ressort ainsi à 0,9 %, après 2,1 % en 2011 et 2 % en 2012. Cette année, elle resterait contenue, freinée par la reprise poussive de l'activité et par le maintien sous contrôle des cours des matières premières. La **hausse des prix accélérerait malgré tout à 1,2 % en 2014**, en raison du relèvement de la TVA en début d'année.

L'**inflation sous-jacente**, c'est-à-dire hors tarifs publics et produits à prix volatils, et corrigée des mesures fiscales et des variations saisonnières, ralentit à 0,6 % en décembre, après 0,8 % en novembre. Elle demeure peu élevée en regard des évolutions passées.

Les prix du **tabac** (2,1 % de l'indice) sont stables pour le quatrième mois consécutif. Sur un an, ils progressent de 3,5 %, suite à l'augmentation des tarifs au mois de juillet. Par conséquent, l'**indice des prix à la consommation hors tabac** s'établit en hausse de 0,6 % en décembre. **En moyenne annuelle**, après 1,9 % en 2012, **l'inflation hors tabac a décéléré à 0,7 % l'an dernier. En 2014, elle s'élèverait à 1,1 %.**

Les prix de l'**énergie** (8,2 % de l'indice) rebondissent de 0,7 % après deux mois de recul. Cette hausse tient principalement au redressement des prix des produits pétroliers (+ 1,3 %), en lien avec l'augmentation des cours du Brent en euros. En variation annuelle, les prix de l'énergie augmentent de 1 % (- 1,8 % pour les seuls produits pétroliers).

Concernant les **produits manufacturés** (27,4 % de l'indice), les prix progressent de 0,1 %, soutenus par l'évolution de la composante « *habillement et chaussures* » (+ 0,6 %). En effet, dans le même temps, les prix des « *autres produits manufacturés* » demeurent inchangés et ceux des « *produits de santé* » poursuivent leur repli (- 0,1 %). Sur un an, les prix des produits manufacturés restent orientés à la baisse (- 0,6 %).

Dans les **services** (45,8 % de l'indice), les prix se redressent de 0,5 % en raison de l'impact des congés de fin d'année sur certaines composantes (voyages, hébergements). En glissement annuel, l'inflation dans les services s'inscrit en hausse de 1,4 % en décembre contre 1,5 % le mois précédent.

Les prix de l'**alimentation** (16,6 % de l'indice) augmentent de 0,1 % en décembre, portés par la progression des prix des produits frais (+ 1,5 %). Dans le reste de l'alimentation, ils enregistrent un repli de 0,1 %. Sur un an, les prix de l'alimentation s'accroissent modérément (+ 0,4 %).

5. FINANCES PUBLIQUES : STABILISATION DES DÉPENSES DE L'ÉTAT

Le 7 février, le gouvernement a présenté les résultats de l'**exécution du budget de l'État en 2013**, confirmant les estimations de la mi-janvier. Le déficit ressort à 74,9 milliards d'euros en regard de 87,2 milliards en 2012 ; il est supérieur de 2,7 milliards à la prévision réalisée dans la loi de finances rectificative présentée il y a quelques semaines.

Les **dépenses de l'État** ont atteint 376,7 milliards d'euros l'an passé, supérieures de 2,5 milliards à celles de 2012. La hausse des dépenses de personnel et de fonctionnement (respectivement + 0,9 % et 1,3 % sur la période) ainsi que l'envolée des prélèvements sur recettes au profit de l'Union européenne ont plus que compensé la chute des investissements (- 9,6 %) ainsi que la modération de la charge de la dette et des dépenses d'intervention (subventions, prestations sociales). Les **recettes** sont estimées à 301,2 milliards en 2013, en hausse de 5,3 % en un an grâce à la vigueur des recettes d'impôts sur le revenu et les sociétés (38,2 % du total).

La **dette des administrations publiques** s'est affichée à 1 901 milliards d'euros à la fin du troisième trimestre 2013, en recul par rapport à la fin du second grâce à la réduction de l'endettement de l'État (plus de 79 % du total). Elle représente 92,7 % du PIB, ratio exactement identique à celui de la zone euro, au sein de laquelle les écarts demeurent conséquents. La Grèce affiche une dette de 172 %, suivie de l'Italie (133 %), du Portugal (près de 129 %) et de l'Irlande (125 %). Les pays du nord de l'Europe affichent des résultats plus favorables, notamment l'Allemagne (78,4 %) où la bonne résistance de l'activité autorise le maintien de comptes publics équilibrés.

La dette publique
approche 93 % du PIB

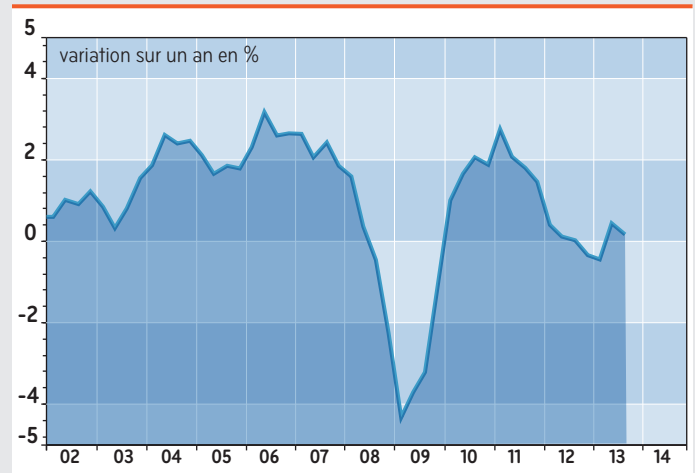
REPÈRES STATISTIQUES

CROISSANCE

variation annuelle en %	2012	T3-13
PIB	0,0	0,2
Demande interne	-0,9	0,7
Ménages	-0,4	0,1
Consommation privée	-0,4	0,5
Investissements en logement	-0,3	-4,5
Entreprises	-9,5	2,5
Investissements	-2,1	-1,5
Exportations	2,4	-0,4
Importations	-1,1	1,4

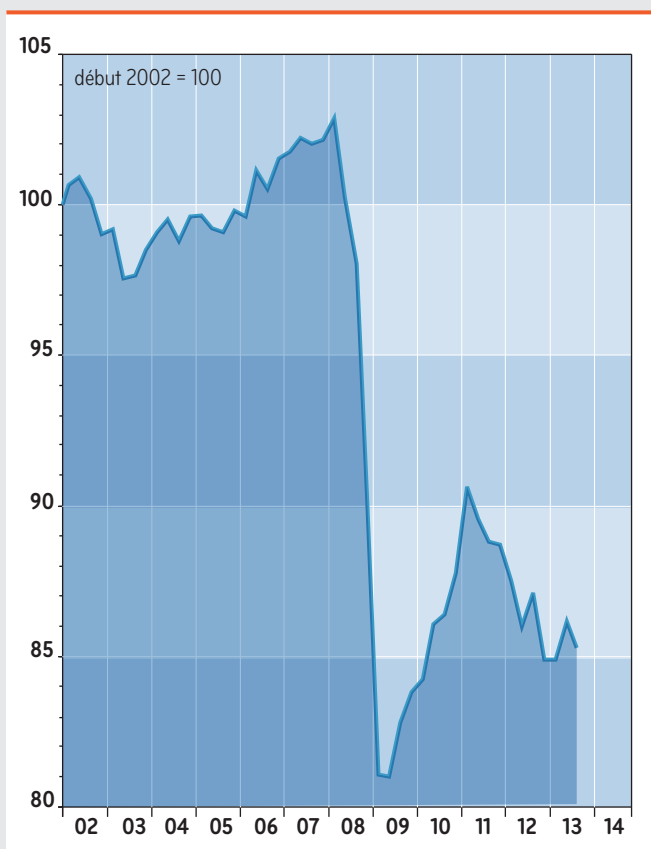
Source : Insee

PIB



Source : Insee

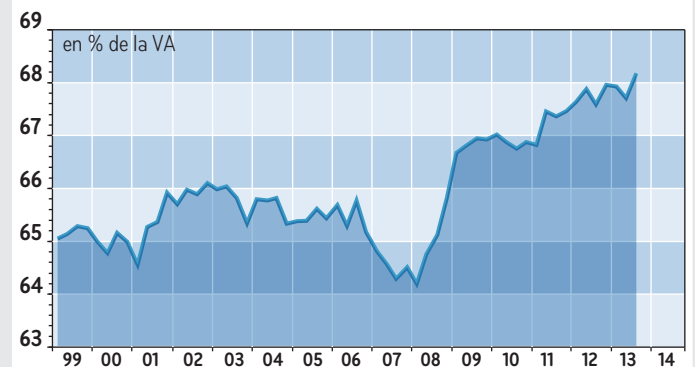
PRODUCTION MANUFACTURIÈRE



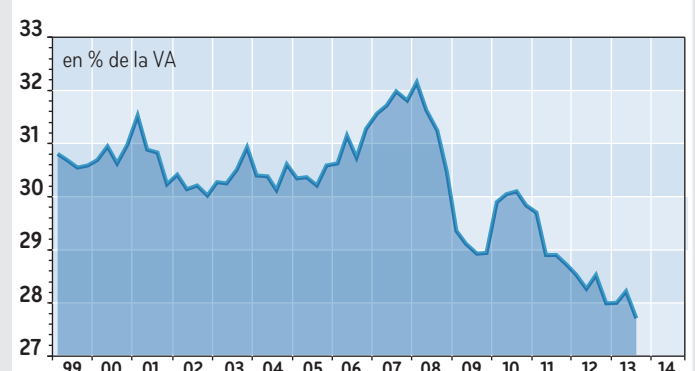
Source : Insee

PARTAGE DE LA VALEUR AJOUTÉE SOCIÉTÉS NON FINANCIÈRES

CHARGES SALARIALES



TAUX DE MARGE



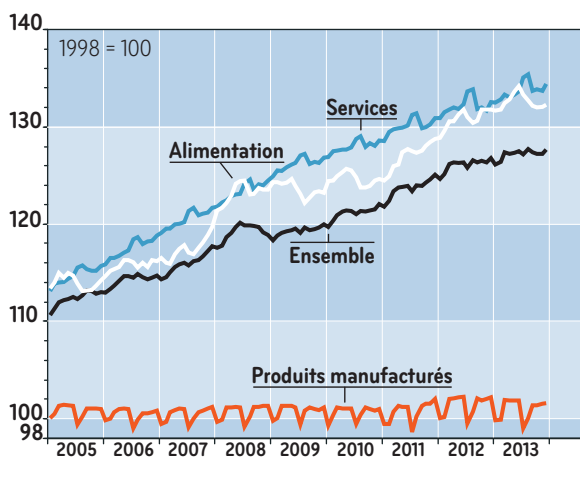
Source : Insee

REPÈRES STATISTIQUES

PRIX À LA CONSOMMATION

MOYENNE ANNUELLE		
variation annuelle en %	Indice général	Indice hors tabac
2006	1,6	1,7
2007	1,5	1,5
2008	2,8	2,8
2009	0,1	0,1
2010	1,5	1,5
2011	2,1	2,1
2012	2,0	1,9
2013	0,9	0,7

Source : Insee



Source : Insee

PONDÉRATIONS EN 2013 (en %)	
Alimentation	16,6
Tabac	2,1
Énergie	8,2
Produits manufacturés	27,4
Services	45,8
Ensemble	100,0

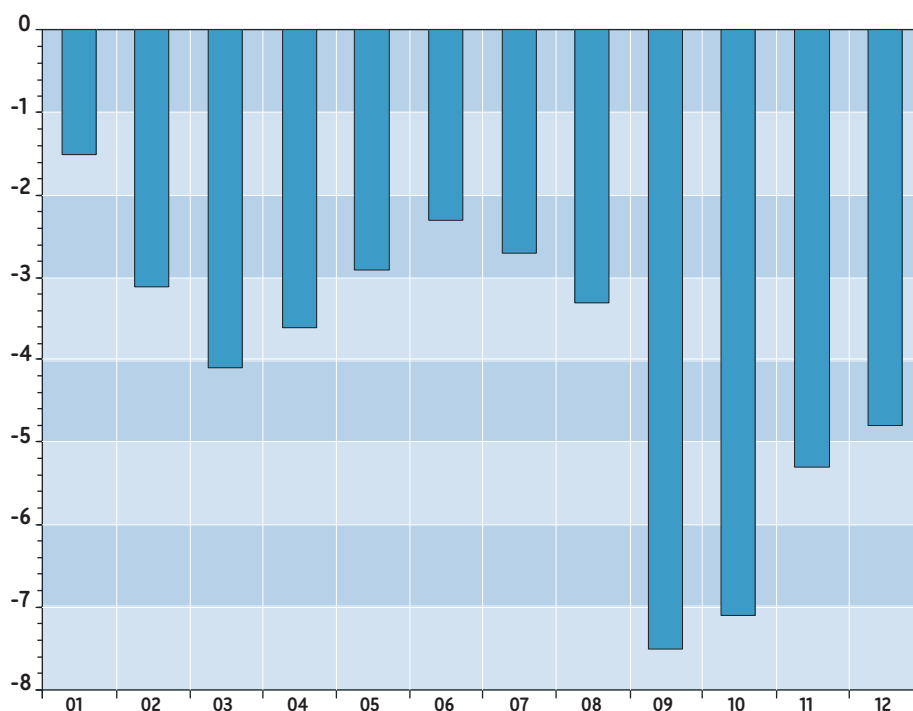
Source : Insee

FINANCES PUBLIQUES

ANNÉE 2012		
Administrations publiques	milliards d'euros	en % du PIB
Dépenses	1 151,2	56,6
dont intérêts de la dette	52,1	2,6
dont rémunérations	267,7	13,2
Recettes	1 052,4	51,8
dont prélèvements obligatoires	913,5	45,0
Solde	- 98,2	- 4,8
Dettes publiques	1 833,8	90,2

Source : Insee

DÉFICIT DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES (en % du PIB)



Source : Insee